

Office of the Secretary of the UNICEF Executive Board
Template for delegations commenting on the draft country programme documents
2026 second regular session

Draft country programme document commenting period: 9 to 29 June 2026 [18:00 hours Eastern Daylight Time]

Delegations are kindly invited to use this template to share their comments on the draft country programme documents being presented to the Executive Board during the second regular session of 2026.

Delegation name: Bureau de Coopération Suisse au Burkina Faso

Draft country programme document: Burkina Faso

In accordance with Executive Board decision [2014/1](#), draft country programme documents are considered and approved in one session, on a no-objection basis. All comments received by the Office of the Secretary of the Executive Board before the deadline stated above will be posted on the Executive Board website.

	Delegation's comments	Response(s)
General comments	• Renforcer l'opérationnalisation du nexus humanitaire-développement-paix : Le document gagnerait à expliciter davantage la manière dont les interventions contribueront à la consolidation de la résilience de l'État dans un contexte de crise prolongée. Si le nexus humanitaire-développement-paix est bien mentionné, les modalités concrètes de transition entre réponse humanitaire, relèvement et développement restent insuffisamment décrites. • 2. Mieux justifier le ciblage géographique des interventions : Le ciblage géographique est pertinent mais mériterait d'être davantage justifié à partir d'une analyse multicritère (niveau de pauvreté, insécurité, fermeture des services sociaux, vulnérabilité climatique et pression démographique), afin de mieux démontrer la valeur ajoutée du choix des huit régions prioritaires.	

	• Renforcer la priorisation stratégique du programme : Le programme demeure très ambitieux au regard des capacités institutionnelles et des contraintes opérationnelles actuelles. Une meilleure hiérarchisation des priorités ainsi qu'une identification plus explicite des réformes systémiques à fort effet de levier permettraient de renforcer la faisabilité et la durabilité des résultats attendus.	
Comments on specific aspects of the draft country programme document	• Accroître le soutien à la décentralisation des services sociaux : Le document indique que seulement 11,4 % des dépenses publiques se font au niveau décentralisé. Cette contrainte n'est pas assez prise en compte dans les stratégies d'amélioration des collectivités locales. Pourtant, ces améliorations sont essentielles pour garantir la continuité des services sociaux de base dans les zones les plus touchées. • Préciser la stratégie de financement durable des politiques sociales : Au-delà de la demande d'augmentation des dépenses sociales, le CPD devrait clarifier les mécanismes de soutien aux réformes des finances publiques. Il devrait aussi améliorer l'efficacité des dépenses sociales et mobiliser les ressources nationales, alors que 55 % des programmes sociaux dépendent encore de l'aide extérieure. • Revoir les attentes concernant certains résultats : Plusieurs objectifs semblent particulièrement élevés compte tenu du climat sécuritaire et des capacités de mise en œuvre. Par exemple, le passage d'un taux brut de préscolarisation de 8,2 % à 30 % ou d'un taux d'achèvement du primaire de 51,6 % à 79,3 % en quatre ans devrait être accompagné d'hypothèses claires et d'une analyse des principaux risques liés à la mise en œuvre.	

	• Mieux intégrer les enjeux de l'urbanisation et des déplacements internes : Bien que les populations urbaines pauvres soient considérées comme prioritaires, le document aborde peu les stratégies spécifiques pour les centres urbains avec une forte concentration de personnes déplacées internes. Cette situation est devenue une caractéristique majeure du contexte burkinabè. • Renforcer le suivi de la résilience des systèmes : Le cadre de suivi-évaluation devrait inclure plus d'indicateurs mesurant la résilience des systèmes. Cela comprend la continuité des services en période de crise, la fonctionnalité des infrastructures, les capacités institutionnelles locales et l'appropriation nationale, en plus des indicateurs classiques de couverture des services. Cette évolution permettrait de mieux comprendre les changements structurels recherchés dans un contexte de fragilité prolongée.	
--	--	--